

DIALOGUES

SECURITAIRES
DANS L'ESPACE
SAHELO - SAHARIEN

LES DEFIS ET ENJEUX SECURITAIRES DANS L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN

LA PERSPECTIVE DU SENEGAL

Par WORE NDIAYE

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
INTRODUCTION	4
I. SITUATION SECURITAIRE DU SENEGAL : DEFIS ET MENACES	5
II. CAUSES	10
III. LES ACTEURS	11
IV. L'ETAT FACE A LA SITUATION SECURITAIRE DU SENEGAL	12
V. LES ACTEURS FAVORABLES	13
VI. LE SENEGAL FACE AUX PAYS DE L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN	14
VII. RECOMMANDATIONS	15
VIII. CONCLUSION	19

AVANT-PROPOS

Les récentes crises libyenne et malienne ont exacerbé l'insécurité multidimensionnelle (personnelle, économique, politique, sociale, environnementale, sanitaire, etc.) des populations vivant dans l'espace sahélo-saharien et mis en exergue non seulement la faiblesse des Etats mais aussi la nécessité d'une coopération régionale, notamment entre le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest pour relever ensemble les défis communs.

C'est à partir de ce constat que le projet « Dialogues sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien » a été initié par la Friedrich-Ebert-Stiftung-Mali, en réseau avec les bureaux du Maroc, du Sénégal et de la Tunisie, dans le but de souligner les fortes interdépendances entre l'Afrique du Nord et de l'Ouest en matière de sécurité et de promouvoir le dialogue national et sous régional sur les défis et menaces sécuritaires nationaux et transfrontaliers.

Ainsi, en vue de procéder à un état des lieux de ces questions en les mettant en perspective avec le concept de sécurité humaine, des études-pays ont été commanditées dans les pays concernés par le projet, à savoir : l'Algérie, le Burkina Faso, la Libye, Le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et la Tunisie. Chaque étude-pays a été soumise à une validation nationale devant un comité de spécialistes de la sécurité humaine du pays concerné. Aussi, les études-pays ont fait l'objet d'un atelier d'experts pour non seulement une mise en commun des défis mais aussi dégager les priorités d'actions politiques communes dans l'espace maghrébo-sahélien.

Les études-pays sont donc la première phase de ce projet pluriannuel et la base intellectuelle sur laquelle reposeront les activités ultérieures du projet, notamment la conférence régionale dont les thématiques prioritaires ont été dégagées lors de l'atelier des experts.

Les résultats du projet s'adressent à tous les acteurs en charge de la sécurité humaine dans toutes ses dimensions et constitueront une importante source d'informations et d'orientations pour les décideurs politiques et autres acteurs de la société civile ainsi que pour les chercheurs et universitaires nationaux et étrangers.

Bamako, juillet 2016

Jan Henrik Fahlbusch
Représentant Résident

Countel Kanne
Chargée de programme

INTRODUCTION

Fort de ses 14 millions d'habitants et occupant une position géographique importante sur la bande sahélo-saharienne, le Sénégal est un pays qui bénéficie d'une forte expérience au niveau de sa démocratie et d'un héritage religieux et culturel prisé.

Cependant, ce patrimoine forgé par sa multitude de partis politiques ainsi qu'une diversité de confréries religieuses peut être source de conflit. En effet, l'appartenance religieuse constitue pour la majeure partie des Sénégalais une identité qu'il faut souvent défendre contre toutes attaques et insinuations quelconques, créant de temps à autres des tensions sociales. De plus, la multiplicité de partis politiques crée un amalgame de préférences avec des revers qui peuvent être un danger pour le pays. Cette structure religieuse et politique est à la fois un atout pour faire de cet État un hub de la sous-région et une source palpable de conflit pouvant à tout moment fragiliser le territoire.

La sécurité est l'ensemble des mesures prises permettant à un groupe d'individus de jouir d'un environnement qui favorise l'épanouissement physique, psychique et économique. Bien que les Sénégalais en général soient particulièrement préoccupés par les questions sécuritaires, à travers la prise en charge de la sécurité de proximité et la recrudescence des agences de gardiennage avec des vigiles souvent recrutés pour la couverture de leur sécurité personnelle, l'implication personnelle dans les questions sécuritaires étatiques demeure insuffisante. Reconnaisant l'importance pour la bande sahélo-saharienne de consolider ses acquis ainsi que l'imminence pour le Sénégal de renforcer son dispositif sécuritaire autant sur le plan structurel que formel, cette étude est focalisée sur l'analyse des défis sécuritaires du Sénégal de même que leur impact dans ses relations avec les pays de la sous-région ainsi qu'avec ses partenaires bi et multilatéraux. Elle prend en compte l'aspect holistique de la notion de sécurité.

L'élaboration de ce document a été effectuée suivant la méthodologie suivante :

D'abord une étude extensive a été menée sur la situation sécuritaire du Sénégal avec un focus sur les défis et menaces que rencontre le pays. Ceci aura nécessité le décorticage de la situation sécuritaire en différentes thématiques à savoir : sécurité personnelle, sociale, économique, alimentaire, environnementale, sanitaire et politique. Cette analyse amène à considérer également la corrélation entre l'insécurité au sein de l'État ainsi que les thématiques précitées qui donnent à la notion de sécurité un contexte global. Une deuxième partie montre les différentes réponses de l'État sénégalais face à ces situations sécuritaires tout en brossant les acteurs étatiques et non étatiques qui contribuent à la lutte contre ces fléaux. La troisième partie dessine les contours de la position du Sénégal dans l'espace sahélo-saharien tout en visitant ses intérêts stratégiques dans la sous-région ainsi que la nature de ses relations bi et multilatérales.

Enfin, une série de recommandations a été développée, d'où 10 recommandations phares, afin d'apporter des solutions face aux problèmes traités.

L'information utilisée dans le cadre de cette étude provient de deux sources distinctes : une série d'interviews a été effectuée auprès de 27 personnalités différentes du pays dont l'expertise a pu être utilisée au profit de ce travail, tandis qu'une variété de documents et revues liées à la sécurité a été consultée pour renforcer le volet technique des informations recueillies auprès des personnes interviewées.

I. SITUATION SECURITAIRE DU SENEGAL : DEFIS ET MENACES

Au Sénégal, les défis liés à la situation sécuritaire sont multiples et les menaces de plus en plus imminentes. Cette situation sécuritaire peut s'identifier sous différentes thématiques à savoir la sécurité personnelle, sociale, économique, alimentaire, environnementale, sanitaire et politique.

1.1. Sécurité personnelle

Le Sénégal est un État souverain. Or la souveraineté renvoie à une armée nationale pour la protection des biens et des personnes. Depuis Septembre 2001, lorsque les États-Unis d'Amérique considérés comme la superpuissance du monde ont été attaqués et déstabilisés par un nombre infime de terroristes, le monde a été secoué d'un brusque réveil par rapport à la menace de l'extrémisme. Dotée de l'une des plus grandes armées du monde, cette superpuissance n'a pas su se protéger contre cette menace. Depuis lors, le Sénégal à l'instar des autres pays, en particulier ceux de la bande sahélo-saharienne dont il fait partie, se voit lutter contre les défis que peut représenter le terrorisme.

Considéré comme « la menace qui n'a pas de frontières », le terrorisme est depuis lors devenu la source de l'inquiétude qui a sévi le monde. Défini il y a plus de six mille ans par les Chinois comme "tuer un et déstabiliser dix mille", les actes terroristes, qui ont sévi non seulement dans les pays occidentaux, mais aussi dans ceux d'Afrique, ont secoué le Sénégal. Aujourd'hui, du fait de l'avancée de la technologie ainsi que de la prolifération des médias sociaux, tout acte terroriste exercé en un coin du monde touche plus d'un million d'individus, car les populations étant exposées à l'internet et à toute source médiatique. Cette peur vacillante a su affecter la population sénégalaise dont pratiquement toute la couche sociale considère le terrorisme comme l'une des premières menaces à la sécurité personnelle, mettant de côté le conflit casamançais, vieux d'il y a plus de 33 ans et dont la latence n'en est pas moins une menace réelle. Bien que l'État soit encore intéressé à résoudre ce conflit, il demeure l'un des problèmes majeurs que les autorités devraient prendre en charge.

Pays à 94% musulman¹, le radicalisme religieux se fraie de plus en plus un chemin au Sénégal. La montée du salafisme avec la proximité de la Mauritanie est un problème à prendre en compte. Un nombre considérable d'individus affiliés à des leaders qui se réclament de familles religieuses ou confrériques se fait de plus en plus noter sur le territoire. La corruption généralisée ainsi que la circulation illicite des armes légères et de petit calibre sont des phénomènes qui contribuent à exacerber la situation sécuritaire du Sénégal. En outre, la cybercriminalité est une menace réelle à la population. S'en suit l'insécurité maritime qui pour un pays comme le Sénégal, bordé à l'ouest par l'Océan Atlantique, est une fenêtre ouverte et pour laquelle la moindre inattention pourrait causer un drame. Le trafic d'êtres humains, de drogue, de tabac et autres herbes et stupéfiants devient recrudescence.

La porosité des frontières constitue une menace grave pour la stabilité non seulement de la bande désertique mais aussi pour le pays. A l'est, le Mali faisant face aux groupes armés djihadistes qui peuvent s'infiltrer au Sénégal à tout moment est l'un des plus grands dangers, surtout que l'instabilité de ce pays a occasionné des déplacés dans la partie est du Sénégal. Au sud du pays, le conflit casamançais pas encore résolu contribue à la vulnérabilité du Sénégal. La proximité de la Casamance avec la Guinée Bissau, un pays très instable miné par le narco trafic et les coups d'État fragilise davantage le pays, sans oublier la Gambie dont la position géographique en fait un bastion de troubles qui à tout moment, peut polluer l'espace sécuritaire du Sénégal.

Du fait de l'inter-connectivité des États, l'instabilité politique de certains pays voisins de même que le déficit de démocratie et d'État de droit constituent une menace directe pour le Sénégal.

1.2. Sécurité sociale

Le Sénégal est considéré comme un pôle d'excellence à l'échelle sous régionale sur le plan de l'éducation où la renommée de l'Université Cheikh Anta Diop joue un rôle banal. S'y ajoute une série d'universités privées et d'écoles de formations professionnelles reconnues qui accueillent chaque année des centaines d'étudiants étrangers. La plupart de ces jeunes finissent leur cursus universitaire dans le pays et choisissent dans la plupart des cas d'y entamer leur expérience professionnelle. Ce flux d'étrangers s'ajoutant à un flot considérable d'étudiants sénégalais à la recherche d'emploi contribue à exacerber les frustrations observées au niveau du marché du travail où la précarité de l'offre rend impérieuse une réforme du système scolaire et universitaire.

S'y ajoute le phénomène désastreux des enfants "de" et "dans" la rue dont le nombre est estimé à cinquante-quatre

¹https://fr.wikipedia.org/wiki/Religions_et_croyances_au_Sénégal

mille² rien que dans la ville de Dakar peint le Sénégal du "paradoxe de la honte". Ce paradoxe s'étaie par le nombre considérable d'intellectuels sénégalais qui se sont distingués autant sur le plan national qu'international ainsi que la présence remarquable et souvent acclamée d'hommes de culture et de dignitaires religieux. Le nombre d'enfants de la rue ainsi que celui des mendiants qui prolifèrent dans les espaces publics du pays incite à soulever le problème du devenir d'une marge considérable de la population non seulement dans l'immédiat, mais aussi dans les dix à quinze prochaines années, ceux-ci étant exposés à toute vulnérabilité sociale. Le fait que ce nombre demeure juste estimatif met en exergue le manque de maîtrise du flux de la population.

Une criminalité organisée interne est notée ainsi qu'une criminalité transnationale marquée par le vol de bétail entre autres, le trafic de drogue, notamment de cocaïne et celui d'armes. Le blanchiment d'argent est aussi une contrainte majeure dans laquelle s'implique le financement du terrorisme. Bien que le Sénégal ait adopté une loi relative à la lutte contre le financement du terrorisme (loi uniforme n° 2009-16 du 02 mars 2009) et ratifié la Convention des Nations Unies pour la répression du financement du terrorisme ainsi que 12 des 16 instruments universels contre le terrorisme, il est encore en arrière dans la mise en œuvre de manière conforme de la Convention Internationale pour la répression du Financement du Terrorisme.³

L'échec de la décentralisation semble être un problème majeur avec l'absence de contrôle de l'État sur la partie sud du pays. Ainsi, cette zone continue à développer un système de gestion donnant lieu à des groupes indépendantistes que peine à maîtriser l'Etat du Sénégal.

Les violences physiques et particulièrement celles faites aux femmes et aux jeunes filles sont une réalité présente dont les conséquences ont un impact sur la situation sécuritaire sociale, car contribuant à la déstabilisation physique et psychique des victimes et de leur entourage. Le problème des jeunes dont les besoins devraient davantage attirer le regard des dirigeants du pays n'est pas totalement pris en compte. Cette couche de la société estimée à plus de 4, 4 millions et âgée entre 10 et 24 ans est une véritable bombe à retardement. Leur attitude de plus en plus favorable à la migration clandestine au risque et péril de leur vie ainsi que les perpétuelles revendications qu'ils confèrent aux autorités étatiques à travers les grèves récurrentes à l'université créent un dysfonctionnement au niveau de la jeunesse. Les jeunes de la banlieue ainsi que ceux des régions autres que Dakar vivent des difficultés énormes et leurs réalités psycho-socio-économiques devraient mieux figurer parmi les priorités de l'Etat, surtout depuis que la lutte, sport national, est devenue leur rêve et indicateur de succès tout en demeurant par moment source de tension et de violence. En effet, si la lutte de par son caractère conflictuel a une part de responsabilité sur la violence communautaire, les mouvements "navétanes" ou football de quartier pendant les périodes de vacances scolaires sont aussi devenus un phénomène à prendre en considération.

1.3. Sécurité économique

Avec un PIB estimé à près de 5%⁴, le Sénégal est un pays qui aspire à l'émergence d'ici l'horizon 2035 à travers un ambitieux Plan Sénégal Emergent (PSE).

L'inexistence de programmes ou de projets viables soutenus et durables constitue une fissure de l'échelle économique tandis que l'échec à explorer tous les domaines de développement, notamment les secteurs nouveaux tels les énergies renouvelables, l'or et le pétrole, sont un défi à relever sur le plan économique. La détérioration des déficits budgétaire et extérieur, l'effondrement du pouvoir d'achat, l'apparition de tensions inflationnistes, la paupérisation des agriculteurs malgré certains effacements de la dette des paysans contribuent au ralentissement de l'économie. Du coup, ces derniers ne peuvent renouveler leurs équipements ou avoir accès à de l'engrais de bonne qualité. L'environnement n'est point favorable à l'investissement tandis que le coût de l'énergie trop élevé ainsi que la mauvaise gestion de l'exportation des productions agricoles, de la pêche ainsi que des phosphates y contribuent. Du fait d'une importation dominée par des produits manufacturés et alimentaires, les activités de service tel le commerce ne favorisent pas la fructification de la production agricole ou industrielle.

De plus, la timide promotion de véritable politique genre ralentit l'économie du pays. Ce fait crée aussi des frustrations sur cette masse sociale composée de plus de 50% de femmes dont la capacitation financière est limitée. Or, selon Selim Jahan, directeur du Bureau du développement humain des Nations Unies lors du lancement en décembre 2015 du

² NDIAYE Amadou [En ligne], « Cartographie des écoles coraniques de Dakar », Enquête +, 15 janvier 2015. Disponible sur : <http://www.enqueteplus.com/content/cartographie-des-ecoles-coraniques-de-dakar-30-mille-enfants-mendiants-sur-un-effectif-de-54>

³ GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE (GIABA) [En ligne], Septième rapport-Evaluation mutuelle : Sénégal, Dakar, GIABA, mai 2015. Disponible sur : http://www.giaba.org/media/f933_7th%20FUR%20Senegal%20-%20French.pdf

⁴BANQUE MONDIALE, Sénégal : Présentation, 16 novembre 2015 (dernière mise à jour). Disponible sur : <http://www.banquemondiale.org/fr/country/senegal/overview>

Rapport sur le développement humain, en Afrique sub-saharienne seulement, la réduction du creuset observé dans l'espace du travail augmenterait le PIB de la région de 60 milliards de dollars par an.⁵ Du fait de la non implication optimale de cette masse salariale potentielle, un taux d'épargne insuffisant contribuerait à une mauvaise prise en charge des retraités qui eux aussi constituent une couche vulnérable.

Le secteur informel qui occupe une place prépondérante dans l'économie du Sénégal tarde à être régularisé tandis que les sorties de capitaux à travers des mécanismes informels handicapent le pays.

La suppression des visas d'entrée du territoire contribue à diminuer les ressources, tandis que des secteurs comme le tourisme, deuxième source de devise après la pêche, souffrent des conséquences de la maladie à virus Ebola et de la montée de l'extrémisme dans les pays limitrophes. La Casamance, zone touristique prisée du pays, a vu une baisse considérable de visiteurs ces dernières années due non seulement à la latence du conflit, mais également à l'asphyxie de Air Sénégal International, la seule compagnie qui dessert cette région depuis Dakar⁶. Cependant, cette zone n'est pas la seule touchée par le ralentissement du tourisme dans le pays. Le territoire entier souffre de cette pénurie tandis que des zones comme Mbour, Kaolack, Saint-Louis, Tambacounda, sont également affectées.

Les mauvaises infrastructures contribuent à affaiblir l'économie tandis que le taux de pauvreté de plus de 46,7%⁷ est un frein à l'ascendance économique du pays, classant le Sénégal 170^{ème} sur la liste du développement humain des Nations Unies⁸. L'inadéquation des offres de logements en quantité comme en coût par rapport au revenu comme à l'épargne des ménages ; les soupçons permanents sur les coûts objectifs et attributions de marchés ; les débats récurrents sur la sécurité des travaux de construction et sur la lutte contre les effondrements de bâtiments ; le retard incompréhensible dans l'adoption et la mise en œuvre d'un code de la construction ; la dispersion institutionnelle des structures étatiques qui s'occupent des BTP ; la spéculation foncière et immobilière sur les terrains du domaine de l'Etat ; l'orientation improductive des investissements en matière d'infrastructure ; ainsi que la concentration des investissements à Dakar et dans les villes alentours dans des projets de prestige sont entre autres d'autres frein à l'atteinte d'une sécurité durable selon le résultat des Assises nationales⁹.

Il est clair que de la sécurité économique dépendent toutes les autres formes de sécurité et que d'ailleurs il n'existe point de sécurité sans développement, par conséquent point de développement sans sécurité. Cette interdépendance entre les deux donne rend le renforcement de l'économie une nécessité absolue. Elle rend aussi difficile une distribution juste et équitable des richesses qui en émaneraient, ce qui devrait être un élément incontournable pour apaiser les troubles sociaux qui enfleurent à la sécurité du pays. L'économie sénégalaise souffre à sa façon pour tirer vers l'émergence à laquelle elle aspire et prend encore du temps pour s'insérer de manière transversale dans le marché mondial.

1.4. Sécurité alimentaire

L'insécurité nutritionnelle concerne particulièrement les enfants de 5 ans et les femmes enceintes ou allaitantes (Khady Fall Tall, AFAO). Il s'agit dès lors pour le Sénégal de capitaliser la déclaration de la Banque mondiale 22/7/2013 : « si l'Afrique avait mis les femmes dans les mêmes conditions de travail que les hommes, l'agriculture aurait progressé d'au moins 20% ».

Si Sashi Tharoor, l'ancien sous-secrétaire général des Nations Unies proclamait que "les Droits Humains commencent par le petit déjeuner"¹⁰, c'est parce que la sécurité alimentaire constitue une étape majeure vers l'atteinte de tous les objectifs du millénaire. "Son absence est un défi majeur car la nourriture étant un élément de souveraineté et de stabilité nationale et régionale », dirait Mme Khady Fall Tall, présidente de l'Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO).

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les femmes sont à l'origine de 78% des productions agricoles alimentaires. Il s'agit donc de reconnaître que la consommation alimentaire des ménages au Sénégal repose sur les femmes notamment. Or, tant que les femmes ne sont pas outillées et continuent à être marginalisées au niveau de l'accès aux intrants ainsi qu'à la terre dont elles ne sont propriétaires que de 5%, la sécurité alimentaire ne pourrait être atteinte. Ceci ne ferait qu'exacerber la sécurité nationale.

Le Sénégal, a comme beaucoup de pays de la sous-région, subi la crise alimentaire de 2007-2008, et continue encore à faire face à ce risque du fait de la désarticulation climatique et de la dépendance de son agriculture à l'eau pluviale sans aucune planification ni modernisation de l'agriculture. Face à un taux de croissance démographique atteignant

⁵ Discours de Selim Jahan, auteur principal du Rapport sur le développement humain de 2015. Disponible sur :

<http://hdr.undp.org/fr/content/lead-author-s-speech-launch-2015-human-development-rep>

⁶BAH Mehdi [En ligne], « Le naufrage silencieux du tourisme au Sénégal », *Jeune Afrique*, 09 février 2015. Disponible sur :

<http://www.jeuneafrique.com/3360/economie/le-nauffrage-silencieux-du-tourisme-au-s-n-gal/>

⁷<http://www.banquemondiales.org/fr/country/senegal/overview>

⁸PNUD [En ligne], *Rapport sur le développement humain*, New York, PNUD, 2015. Disponible sur :

http://hdr.undp.org/sites/default/files/2015_human_development_report_overview_fr.pdf

⁹ Assises nationales, an 50 Bilan et perspectives de refondation, 2011

¹⁰THAROOR Shashi, « Are Human Rights universal ? », *World Policy Journal*, Volume XVI, numéro 4, WINTER 1999/2000. Disponible sur : <http://www.worldpolicy.org/tharoor.html>

les 7%, selon les prévisions du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), celle du Sénégal pourrait aussi doubler dans 50 ans. Il convient donc de renforcer l'apport des femmes sur cette thématique. En somme, la sécurité alimentaire du Sénégal souffre d'une multitude de facteurs dont le caractère improvisé du mécanisme agricole qui est mal intégré au système de crédit, d'assurance agricole et de transformation puis de commercialisation.

1.5. Sécurité environnementale

Si la première Conférence nationale sur le Développement durable du 22 et 25 juillet 2015¹¹ a su décliner les deux priorités d'action du pays sur la question autour de l'accès à l'eau potable et l'assainissement des rues, c'est parce que le manque d'hygiène de l'espace public est devenu un véritable problème sur le plan national. A ce décor s'ajoute un paysage dominé par les sachets ainsi qu'une pléthore de bouteilles et pots en plastique. Les politiques d'assainissement ne sont pas suffisantes tandis que l'occupation abusive de l'espace public ainsi que les graffitis accablent l'environnement.

Pays côtier bordé de l'océan Atlantique, le Sénégal souffre du manque d'entretien de son littoral couvert de débris de toutes sortes. La journée internationale de nettoyage des littoraux célébrée le 12 septembre 2015 par l'Ambassade des États-Unis à la plage de Yoff Tongor en collaboration avec des partenaires nationaux a permis d'identifier la typographie des objets que l'on trouve sur les plages du Sénégal : résidus de poissons ; têtes de moutons ou de bœufs ; chaussures usées ; sachets ; bouteilles et détritiques en plastique de même que des déchets d'animaux domestiques en état de putréfaction. Ces objets pour la plupart non-dégradables, contribuent largement à la destruction de la couche d'ozone ainsi qu'à celle de l'espèce animale maritime.

Le braconnage, la déforestation pour le trafic de bois sont des maux chroniques dont souffre le pays, qui comme le reste des pays de la sous-région fait face de façon drastique aux effets de la dégradation de l'environnement.

Le réchauffement climatique ressenti à travers le monde sous tous ses aspects se matérialise au Sénégal à travers l'érosion côtière et l'inondation dans certaines zones du pays comme la banlieue où la stagnation récurrente des eaux de pluies crée un traumatisme poussé vers la révolte. L'insuffisance ou le manque d'accès à l'eau potable est une situation qui traduit le fait que les autorités n'aient pu être à la hauteur pour gérer puis maîtriser le besoin le plus pressant de l'individu en une ère où les populations luttent pour le respect des droits humains fondamentaux. Pourtant le Sénégal est doté de ressources en eau diversifiées. Si l'eau, ressource prioritaire n'a pas été rendue disponible dans toutes les zones du pays, l'électricité elle aussi reste insuffisante pour approvisionner l'ensemble du territoire. Malgré un approvisionnement solaire important, les coupures d'électricité récurrentes contribuent à l'insécurité, surtout dans la banlieue où les femmes se lèvent avant l'aurore pour vaquer à leurs occupations génératrices de revenus. Il est important de noter la relativité entre les aléas climatiques et l'insécurité alimentaire, problème crucial du Sénégal situé dans une zone à faible pluviométrie.

Du fait que le Sénégal n'ait pu allier l'aménagement du territoire avec les politiques de croissance économique et la gestion de l'environnement, sa capacité à atteindre un développement durable de qualité est de plus en plus difficile, rendant l'insécurité humaine omniprésente.

1.6. Sécurité sanitaire

Le Sénégal est confronté à plusieurs défis et menaces sécuritaires comme la malnutrition, la mortalité maternelle et infantile juvénile, l'insuffisance des services sociaux de base ainsi que le non accès à la formation. Chaque année, le paludisme tue plus que les maladies sexuellement transmissibles tandis que le SIDA demeure une réalité bien que le Sénégal ait fait ses preuves dans la lutte contre le VIH.

Le dividende démographique est une composante à prendre en compte, car une hausse considérable de la population créerait un trouble si les problèmes sociaux et économiques ne sont pas gérés.

Le Sénégal demeure vulnérable face au risque d'épidémie Ebola, bien que le taux d'incidence de l'épidémie ait drastiquement baissé. La Guinée Conakry a été déclarée « Ebola Free » au début de l'année 2016, mais il y a encore des doutes sur la possibilité d'apparition du virus sur les personnes qui ont été affectées, suite au cas noté au Libéria en septembre et novembre 2015. Le Sénégal avait maintenu ses frontières fermées avec la Guinée et clos des marchés hebdomadaires dont l'impact a d'ailleurs été ressenti dans la circulation des produits alimentaires ainsi et que d'autres échanges sociaux et économiques. Les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou le sont particulièrement du fait d'être le théâtre des flux et de trafics transfrontaliers des personnes et des biens, facilités par la porosité des frontières terrestres avec la Guinée Conakry. Dans la partie sud-est du Sénégal comprenant les régions de Kédougou, Kolda,

¹¹ Ministère de l'Environnement et du Développement durable [En ligne], Note conceptuelle de la conférence sur le développement durable, Dakar, avril 2015. Disponible sur : http://www.den.gov.sn/documents/CNDD/Note_Concept_Conférence_FINAL%20.pdf

Sédhiou, Tambacounda et Ziguinchor, il existe des forêts, refuges d'une faune animale très diversifiée. C'est là une zone où les activités d'exploitation forestière sont intenses, notamment la chasse et la consommation de la viande de brousse, exposant ainsi les populations au risque de contamination par les maladies zoonotiques.

Les principaux facteurs de vulnérabilité interne peuvent être cités à savoir un système sanitaire faible et des matériels consommables inadéquats ainsi qu'un personnel insuffisant ou dont la compétence reste à désirer ; un système de gestion d'eau-hygiène-assainissement inadéquat ; ainsi qu'une faible surveillance des frontières et des communautés. La vulnérabilité externe se traduit par la frontière avec les pays affectés par Ebola telle la République de Guinée ainsi que les maladies endémiques tels que le paludisme, le Sida et la fièvre Ebola.

1.7. Sécurité politique

Le succès de la parité au Sénégal a été célébré mais sa lenteur à avoir un impact sur tous les volets socio-politico-économiques du pays trahit un manque de volonté politique qui tarde à propulser la femme au-devant de la scène. L'un des grands défis sécuritaires dans le contexte politique est le manque d'appropriation des populations des instruments juridiques. Ceci est dû à la rédaction de la Constitution dans un style souvent inaccessible autant dans sa forme que dans son fond ainsi que sa non disponibilité dans les langues nationales. De plus, du fait que la Constitution elle-même ait été changée un certain nombre de fois par les pouvoirs en place, un manque de confiance est noté chez les citoyens envers les institutions. Le manque de participation des citoyens dans la budgétisation est un élément à prendre en compte dans l'instabilité du contexte politique dans un État où les citoyens ne sont pas protégés contre les poursuites et les détentions arbitraires ainsi que les abus de détention préventive.

De plus, le fait que le Sénégal ait ratifié la plupart des conventions liées à la protection des droits humains mais tarde à être efficace dans leur applicabilité sur le plan national crée des tensions à l'interne, tandis que les rapports alternatifs élaborés par les organisations de la société civile pour les hautes instances internationales créent souvent des gaps avec ceux soumis par les organes étatiques.

La plupart de ces défis sécuritaires sont transnationaux, le Sénégal étant dans un espace à continuité ethnique, linguistique, culturelle avec une discontinuité politique dues aux frontières.

Les défis sécuritaires aujourd'hui, c'est assurer la sécurité des citoyens tout en respectant les libertés et croyances de tout un chacun.

1.8. Le Pont invisible

Si l'insécurité des biens et des personnes se matérialise à travers divers contextes tel le domaine politique, social, économique, sanitaire, alimentaire et environnemental, il existe un lien intrinsèque entre ces diverses formes d'insécurité et celle physique des États. En effet, la corrélation entre la sécurité physique et les autres formes d'insécurité est évidente. Vis-à-vis de la sécurité économique, il ne peut y avoir de paix sans développement, encore moins de développement sans paix. Le niveau d'insécurité d'un pays détermine le niveau de confiance des bailleurs et investisseurs, l'affluence touristique ainsi que la possibilité pour les organisateurs de conférences de booster l'économie du pays. Cette ramification ne s'en tient pas seulement à ce contexte. La sécurité est importante afin que le Sénégal puisse atteindre l'autosuffisance alimentaire qui contribuerait à stabiliser les besoins primaires des populations car l'insécurité n'encourage pas les paysans à se rendre à leurs champs, et décourage plutôt la confiance de l'investissement sur les intrants et les matériels de production. L'insécurité ne favorise pas l'innovation, la recherche et l'esprit d'entreprise.

En moments d'insécurité, les fonds qui pourraient être alloués à la prise en charge de nouvelles perspectives sont le plus souvent alloués à l'auto-défense et à la protection de l'État, entraînant une stagnation dans les activités.

En cas d'insécurité physique, l'éducation est laissée en rade, les élèves et enseignants ne se rendant que sporadiquement dans les salles de classe.

L'insécurité entraîne l'incohésion, le dysfonctionnement social ainsi que celui des institutions, créant souvent une certaine anarchie. Les tensions sociales qui s'élèvent forcent les populations à la rébellion tandis que l'État expose sa vulnérabilité.

L'insécurité entraîne une mauvaise prise en compte des politiques sanitaires le plus souvent négligées tandis que les femmes et les jeunes sont les plus vulnérables face aux enjeux sécuritaires. La vulnérabilité de l'État en période d'insécurité ne permet ni la conception ni la mise en œuvre de programmes permettant de faire face à des cas d'urgence comme celui de l'Ebola ou l'émergence de tout virus ou infection probable capable d'anéantir les populations.

Les politiques mises en place pour la protection de l'environnement sont de moins en moins cohérentes et ne favorisent pas la prise en charge de questions actuelles comme la protection du littoral contre l'avancée des marées, la protection des animaux et de la faune, ainsi que tout débat devant contribuer à la protection de l'espace qui est le plus souvent exploité et même détruit à travers la mise en place de mines anti personnelles, et la fuite des oiseaux et des insectes due aux poudres résultants des armes.

L'effet adverse de cette ramification est également à considérer dans la mesure où le manque de prise en compte des besoins sanitaires des individus, de leurs denrées alimentaires, de leurs besoins vitaux, ainsi que de la protection de leurs droits et libertés fondamentales déclenche un déclic qui accentue une crise sécuritaire difficile à contrôler.

II. CAUSES

L'héritage colonial dont le Sénégal a bénéficié est à la base d'un patrimoine considérable de problèmes liés à l'insécurité. Les inégalités sociales de plus en plus présentes ont une répercussion économique.

Les défis sécuritaires sont des répercussions de la masse qui se sent de plus en plus opprimée, celle que d'aucuns nommeraient "la révolte du social". Cette révolte ne se fait pas seulement sentir au Sénégal, mais aussi dans le reste du continent et même au niveau de l'Occident. Certes, la pauvreté grandissante dont le chiffre a atteint son paroxysme sur le plan national est devenue un poids qui pèse de plus en plus lourd sur la bande sahélo-saharienne en général et au Sénégal en particulier.

Avec un taux d'alphabétisation de 52%¹², le manque d'éducation de la majeure partie du Sénégal est devenu un frein au développement et une réverbération de la pauvreté, contribuant ainsi à accentuer la situation sécuritaire.

Le manque d'éducation de la population ne se borne pas seulement à celle académique de la masse mais également à celle sociale de l'individu. Le manque d'engagement à la citoyenneté et aux notions de civisme est un frein majeur au développement. Cette carence dans la prise de conscience individuelle porte son poids sur la société dont les chartes qui la régissent portent une lourde pression sociale qui pouvait pourtant être utilisée à bon escient. Ceci se reflète sur le taux de fécondité de 5,1¹³ lorsque le PIB tourne autour de 5%¹⁴.

Bien qu'acclamé par une démocratie murissante, le nombre élevé de partis politiques estimé à plus de 250¹⁵ pour 5 millions d'électeurs peut être considéré comme une bombe à retardement avec une sphère médiatique qui se focalise un peu trop sur les clashes et conflits idéologiques.

La démagogie secoue la diplomatie et la confiance du citoyen lambda envers son représentant politique, surtout aux alentours de l'arrivée des élections. Depuis le début des années 90 la plupart des conflits qui ont été notés en Afrique surgissent lors de la période électorale et, au Sénégal la proximité des élections est définitivement source de tension et d'insécurité. Les élections restent source de conflits de nos jours du fait de la non sécurisation du cadre juridique, notamment la constitution que le président sortant avait modifiée. Le fait qu'un nombre important des membres du gouvernement soient affiliés au parti du président ou sont de sa famille crée des frustrations et une rupture sociale, pouvant déboucher sur des violences. Le mouvement du 23 juin 2011 qui a vu la montée des populations pour exprimer leur colère par rapport à l'abus du pouvoir présidentiel a donné aux populations un coup d'éveil. Avec les préparatifs du référendum tant attendu du 20 mars 2016 visant à changer le mandat présidentiel de 7 à 5 ans, une autre révolte de la population est encore latente si elles ne se sentent pas représentées dans les résultats des votes. La mal gouvernance ainsi que la mauvaise gestion des ressources du pays particulièrement les finances publiques, les mines et autres ressources du sous-sol sont un problème chronique sur l'échelon administratif même s'il ne se fait pas sentir à tous les niveaux, traduisant une réalité selon laquelle la gestion des populations n'est pas une priorité. La mal gouvernance est aussi un produit de la non applicabilité des lois qui existent pourtant et sont bien élaborées prenant en compte la stabilité sociale et la sécurité de tous les citoyens.

Le mauvais aménagement des territoires avec la concentration des infrastructures dans les capitales vient s'ajouter à la porosité des frontières notée d'emblée comme étant une source de l'insécurité du pays surtout lorsque le Sénégal est voisin de pays en conflits comme le Mali.

Le concept d'enrichissement illicite et la traque des biens mal acquis supprime au niveau des populations une question de règlement de compte personnel plutôt qu'un souci de régulation judiciaire et de balance sociale.

Classé 69ème sur 175¹⁶ au niveau mondial sur le tableau de la corruption, le Sénégal a encore un parcours à faire afin d'assainir son espace dans le domaine des infractions morales. La corruption ne se pratique pas seulement sur le plan

¹² Page du site internet du ministère français des Affaires étrangères présentant le Sénégal : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/senegal/presentation-du-senegal/>

¹³ ibid

¹⁴ Agence nationale de la Statistique et de la Démographie

¹⁵ DIOP Abdoul Aziz, « Limitation des partis politiques au Sénégal : les recettes des acteurs politiques », Sud Quotidien édité par le site internet xensibar.com, mis en ligne le 19 mai 2015. Disponible sur : http://www.senxibar.com/LIMITATION-DES-PARTIS-AU-SENEGAL-LES-RECETTES-DES-ACTEURS-POLITIQUES_a28810.html

¹⁶ Index 2014 de Transparency International sur la perception de la corruption. Disponible sur : <http://www.transparency.org/cpi2014/results>

étatique, mais également aux points d'entrée du pays, coins stratégiques de conflit, de tension et surtout de vulnérabilité.

Le manque de culture de la sanction positive est un problème majeur, encourageant le laissez-faire général autant au niveau du secteur public que du secteur privé. Cette liberté poussée dans les actes se traduit par une philosophie du « garawoul »¹⁷ qui valide un certain nombre de délits comme le non-respect des règles sécuritaires. Le manque de sanction est un problème majeur, traduisant une défaillance dans la prise de responsabilité sur le plan individuel.

La patrimonialisation et la privatisation des États, l'accroissement des inégalités entre les revenus des populations contribuent largement à la déstabilisation de la couche sociale du pays, créant un écart de plus en plus large entre les riches et les pauvres ; cela surtout lorsque l'appartenance à un parti politique garantit davantage l'aisance, creusant la disparité entre les hommes politiques et les populations. Le manque de volonté politique ainsi que d'inclusion dans la conduite des affaires publiques exacerbent les tensions.

Le manque d'emploi des jeunes continue d'être un problème majeur tandis que la maltraitance des personnes ou travailleuses domestiques est un phénomène qui se doit d'être non seulement dénoncé mais aussi puni. Le radicalisme musulman ainsi que la déliquescence de certains États d'Afrique du Nord et du Sahel consécutivement au printemps arabe de 2011 ont leurs répercussions néfastes sur la sécurité du pays.

La Casamance qui revendique son indépendance au sud du pays est une menace interne majeure. Le chômage ainsi que la recrudescence des divorces contribuent à l'instabilité de la cellule familiale. Les enfants issus d'un système familial ou communautaire fissuré et qui n'ont pas été encadrés deviennent des cibles facilement captables ouverts à un lavage de cerveau idéologique. La notion de jihad, ou combat contre sa propre personne pour se parfaire et cultiver des valeurs comme l'humilité est incomprise par la plupart des adhérents à la cause du terrorisme.

La faiblesse des institutions et le déficit démocratique, les menaces terroristes poussées par la manipulation des préceptes islamiques pour des fins politiques, la crise socio-économique et sociopolitique ainsi que la pauvreté reviennent de plus en plus comme les causes majeures de l'insécurité. Les facteurs religieux internes et externes vont bien plus loin car la dichotomie entre arabophones, à savoir ceux dont l'arabe est la seconde langue, la plupart desquels ont étudié dans les pays d'Afrique du Nord ou en Orient et ceux qui parlent le français couramment devient de plus en plus présente. Il y a quelques années, les arabophones revenaient formés pour être des instructeurs d'arabe. Or ils reviennent de plus en plus avec des diplômes en sciences telles la médecine, l'astrologie, la météorologie. Malheureusement, le système n'est pas encore conçu pour les intégrer facilement dans le marché de l'emploi du fait de la diversité des langues et de la transversalité des compétences. De plus, les différentes confréries qui existent au Sénégal, bien qu'étant reconnues pour apaiser des tensions, peuvent aussi et fondamentalement être à la source des conflits du fait des convictions assimilant l'appartenance religieuse à celle politique. L'Islam est devenu de plus en plus une culture et pas seulement une religion.

En somme, le problème majeur relève de tout un système de leadership qui fait défaut, le Professeur Samba Buri Mboup spécifiant la différence entre un dirigeant et un leader pour souligner l'aspect mandataire pour un leader de marquer ses emprunts dans la gouvernance d'un territoire donné.¹⁸

III. LES ACTEURS

Les acteurs majeurs qui contribuent à l'insécurité sont divers : essentiellement les bandes organisées de pillards et de fraudeurs de toutes sortes et particulièrement les trafiquants de drogue et parfois les irrédentistes qui veulent la partition des États. Certains hommes politiques attisent le feu des tensions sociales ; les membres du gouvernement qui ont en charge certaines responsabilités stratégiques mais ne jouent pas leur rôle. Les institutions internationales à travers des programmes de développement non ficelés à la mesure des réalités sociales des cibles, exacerbent souvent les conflits au lieu de les résoudre. De plus, les questions de suivis et évaluation très importantes ne sont pas prises en compte. Certains hommes religieux stressent souvent la situation sécuritaire à travers les discours qu'ils prônent.

D'autres acteurs majeurs à ces défis et menaces seraient également : les criminels traditionnels dans les États ; les bandes de rebelles (MFDC) ; les trafiquants de drogue ; les trafiquants d'armes ; les trafiquants de jeunes filles ; les djihadistes musulmans appartenant à l'État islamique et aux mouvements séparatistes du Nord Mali ; les braconniers, etc.

¹⁷Traduction de laissez-aller et laissez-faire.

¹⁸MBOUP Samba Buri, "Le paradigme des conflits de leadership en Afrique : La nécessité de perspectives de Renaissance Africaine A need for an African", Journal International des Etudes sur la Renaissance Africaine- - Multi-, Inter- and Transdisciplinarité, 3:1, pp. 94 — 112

IV. L'ETAT FACE A LA SITUATION SECURITAIRE DU SENEGAL

Depuis l'indépendance, L'État sénégalais, tente de répondre à ces défis et menaces par des politiques de développement économique et social planifié, par des révisions constantes de politiques pénales et sécuritaires plus adaptées, par le recrutement et la formation d'agents de sécurité et de magistrats. Dans le cadre de la sécurité personnelle, le président de la République a pris part pour la deuxième année consécutive à une conférence sur les défis sécuritaires organisé par l'Institut Panafricain de Stratégies (IPS). Cette initiative traduit la volonté politique et étatique de combattre ce fléau sous toutes ses formes.

L'État a compris l'importance pour les unités de mener des actions communes et de manœuvrer pour couvrir de grandes surfaces internes. Les forces de défense et de sécurité (FDS) remplissent bien leurs missions qui consistent à sécuriser les personnes et les biens. De plus, toutes les trois forces armées du Sénégal, à savoir air, terre et mer, de même que les corps paramilitaires armés, la gendarmerie, les douaniers, les militaires et ceux communément appelés "corps habillés" ainsi que les services de renseignement ont été mobilisés et capacités.

Au plan externe, l'armée, la gendarmerie et la police veillent toutes sur les frontières. L'aéroport international Léopold Sédar Senghor est devenu plus accueillant avec des travaux de rénovation effectués pour corriger les manquements et le maintenir aux normes. L'objectif visé est de rehausser le niveau de sécurisation en respectant les normes édictées par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et en assurant aux compagnies aériennes et sociétés d'assistance les meilleures conditions de traitement des avions.

Le Sénégal fait preuve de ses capacités à gérer ce fléau grâce au discours du chef de l'État qui laisse transparaître un engagement ferme à lutter contre le terrorisme. Tout discours défaitiste aurait d'emblée montré une incapacité à adresser le problème et à le résoudre.

Le Sénégal a compris l'utilité de rapprocher les administrations aux administrés. L'Acte 3 de la décentralisation a aidé la présence de l'État à se faire sentir. Comparé au Mali où une personne peut rester des années sans voir le préfet par exemple, au Sénégal, cela n'est pas le cas, car les populations sont de plus en plus proches du maire ou de la personnalité représentant l'État.

La mise en place d'un Haut Conseil au Dialogue Social est une opportunité qui permet à l'État d'apaiser les tensions sociales et de favoriser la médiation au niveau des parties prenantes.

Cependant, la menace terroriste est beaucoup plus subtile et ressemble à un ennemi invisible qu'il faut vaincre partout où il prévoit d'attaquer, surtout dans ce type de guerre dite asymétrique qui ne dit pas son nom.

Depuis que des hommes armés ont pris d'assaut le restaurant Cappuccino et l'hôtel Splendid à Ouagadougou, au Burkina Faso, le 15 janvier 2016, entraînant près de 30 morts et une cinquantaine de blessés¹⁹, le Sénégal est de plus en plus préparé à travers ses mécanismes réactifs ainsi que le renforcement du dispositif sécuritaire. Du côté des points d'entrée routiers, des opérations de fouille ont été effectuées récemment au niveau de certaines artères du pays, surtout du côté de la route menant vers la Gambie.

Néanmoins, le pays n'a pas parfait son système d'alerte précoce qu'il devrait améliorer car dans la lutte contre le terrorisme, le risque zéro n'existe pas.

De même, la lutte contre les trafics de drogue, d'armes, de vol de bétail, le crime organisé pour ne citer que ceux-là, demande beaucoup de moyens ainsi qu'une adaptation permanente.

Conscient de l'imminente nécessité d'adresser le problème des jeunes, le gouvernement du Sénégal a mis en œuvre une politique d'emploi, même si ces offres sont insuffisantes face à la demande.

La société civile ne remplit pas des missions régaliennes de sécurité et défense mais, elle tend de plus en plus à s'impliquer en apportant sa collaboration et ses conseils. Bien qu'il soit devenu clair que la lutte contre l'insécurité humaine dont fait face le pays ne peut pas être faite sans l'implication de tous les acteurs, l'État tarde encore à investir dans le renforcement de capacité de toutes les parties prenantes pour assurer leur appropriation du processus. En zone sud du pays, le Sénégal a créé un cadre de concertation mais la multiplicité des acteurs impliqués dans la recherche de solutions complique le processus de recherche de paix dans la région.

L'État a les moyens de faire face à ces défis et menaces s'il y met sa volonté. Aussi, il se doit dans ce genre d'exercice d'utiliser une approche globale, collective plutôt qu'individualiste qui consiste à mettre en synergie les expériences en la matière et d'effectuer un meilleur partage de l'information.

En outre, le manque de réadaptation du service de sécurité face à cette nouvelle menace nébuleuse est un risque que l'État est en train de prendre, car celle-ci n'ayant jusque-là pas été mesurée à sa juste valeur par les écoles de guerre. Les terroristes se muent à la population, voyagent en masse dans les trains et bus. Les armes usitées dans cette lutte ne sont plus les mêmes que celles usitées dans les guerres modernes. De nos jours, ce ne sont plus de grands bataillons qui s'affrontent ou des bateaux mais de petits groupes motivés qui comme David et Goliath, font du conflit une guerre asymétrique. L'arme principale est la surprise. Or, ils attaquent là où l'on ne les attend pas. L'État du Sénégal devrait

¹⁹KARIMI Faith et BETSIS Sandra [En ligne], Burkina Faso attack: At least 29 dead, scores freed after hotel siege, cnn.com, 18 janvier 2016. Disponible sur : <http://edition.cnn.com/2016/01/16/africa/burkina-faso-hotel-terrorist-attack/>

donc anticiper. L'anticipation ne s'arrête pas seulement sur le volet tactique, mais devrait aussi prendre en compte les aspects structurels comme les problèmes sociologiques ; avoir des forces spécialisées discrètes ; rapides et renseignées qui peuvent passer inaperçues avec la rapidité des réactions. Une éducation et sensibilisation massive de la population vis-à-vis de ces questions aideraient au système de renseignement. L'État du Sénégal devrait donc de plus en plus rester vigilant quant à la possibilité d'attaques surprise comme les suicides dans les groupements religieux ou marchés. Les forces de l'ordre ne devraient point faire la différence entre les femmes et les enfants et suspecter tout le monde car les terroristes se basent de plus en plus sur les femmes et les enfants pour pratiquer leurs actes de destruction. Les efforts de l'État sont de plus en plus notés à travers le Plan Sénégal Emergent qui pousse à améliorer l'aspect économique du pays sous toutes ses formes et des avancées devraient être notées dans ce sens.

Le Sénégal a signé des conventions au niveau international et met en place à travers celles-ci des projets et programmes de développement pour répondre à ces défis. Il essaie de régler ces problèmes sécuritaires par des projets mis en place parmi lesquels on peut citer : Projets d'Appui à la Sécurité Alimentaire, de développement de l'élevage, d'appui à la gouvernance sanitaire (PAGOSAN) ; d'appui à l'offre et à la demande en santé (PAODES) ; le Programme de promotion des énergies renouvelables (PERACOD) ; le Projet de Gestion Durable et Participative des Energies Traditionnelles et de Substitution (PROGEDE) ; Projet de Gestion Durable et Participative des Energies Traditionnelles et de Substitution (PROGEDE) entre autres. Cependant, cela reste largement insuffisant et ne permet pas une couverture géographique totale du pays.

Au niveau environnemental, le Sénégal a exprimé sa volonté d'interdire l'utilisation des sachets plastiques. La loi entrée en vigueur depuis le 4 janvier 2016, interdit la production, l'importation et la détention des sachets plastiques de faible micro-mage, tout en planifiant une gestion rationnelle de ces déchets. La corrélation entre la prolifération des sachets plastiques et le terrorisme est une réalité incontournable puisque l'ingérence des déchets augmente la probabilité pour toute bombe ou armes destructrices d'être dissimulée dans les montagnes d'ordures souvent notées à travers le pays. En effet, une urgente opération de nettoyage de la ville de Dakar par l'Unité de Coordination de Gestion des Déchets Solides (UCG) a identifié l'existence de près de 630 dépôts d'ordure sauvages considérées non seulement des bombes écologiques mais pourraient également constituer une opportunité pour tout acte terroriste.²⁰

Malgré tout, l'avancée de la marée est une réalité incontournable contre laquelle les mécanismes de résolutions n'ont jusque-là pas été convaincants.

En ce sens le Royaume des Pays-Bas a financé pour le compte du gouvernement du Sénégal un important programme d'adaptions au changement climatique. L'essentiel des projets et programmes concerne la lutte contre l'érosion côtière, la protection des zones de pêcheries, le reboisement des forêts et de la mangrove pilotés par les ministères de l'Environnement et de la Pêche. En guise d'exemple, on peut citer la réalisation de la digue de Rufisque, la protection de la corniche avec la fixation des falaises, le reboisement des dunes sur les grandes côtes nord.

Le gouvernement a notamment, à travers le ministère de la Santé et de l'Action sociale, défini un plan de riposte dont la mise en œuvre est effective depuis plus d'un an, et qui est centré essentiellement sur des campagnes intenses de prévention contre une éventuelle propagation de l'épidémie Ebola. Le renforcement des compétences de tous les prestataires des secteurs public, parapublic et privé sur la surveillance de la fièvre Ebola et la prise en charge des cas ainsi que celui des structures de santé en équipements de protection, médicaments, produits d'hygiène, réactifs de laboratoire et consommables sont des efforts considérables déployés au sein du pays.

En outre, un Centre des Opérations et d'Urgence du Sénégal a été mis en place depuis janvier 2015 pour assurer la mise en œuvre du plan et gérer tout type de situation critique.

Les structures étatiques sont beaucoup plus en mesure de répondre à la menace et seraient encore plus compétentes si l'État pouvait continuer à fournir des consommables et des kits d'hygiène, renforcer les capacités du personnel de santé, améliorer les conditions des centres d'isolement et traitement mis en place pour Ebola et renforcer la communication communautaire.

V. LES ACTEURS FAVORABLES

Parmi les acteurs étatiques, peuvent être cités : le président de la République, le Premier ministre ainsi que son gouvernement, ainsi que les forces de sécurité.

Au niveau des acteurs non étatiques, peuvent être citées les ONG, CONGAD, la société civile, les leaders d'opinion, les partis politiques, les mouvements citoyens, la presse, les dignitaires et chefs religieux, les associations, les partenaires d'aide au développement et bailleurs de fond, les groupements féminins, les leaders d'opinion, les mouvements de jeunes, les familles, les communautés, les chercheurs et les universitaires qui jouent un rôle important et pour qui une meilleure implication est indispensable.

²⁰<http://aps.sn/actualites/societe/societe/article/environ-630-bombes-ecologiques-identifiees-a-dakar-selon-ibrahima-diagne>

VI. LE SENEGAL FACE AUX PAYS DE L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN

Comme la plupart des pays de l'espace, le Sénégal compte des intérêts stratégiques particulièrement du fait de sa position géographique et de son héritage historique et culturel qui relève du commerce triangulaire. Cela lui confère une position de carrefour dans le monde par rapport à l'Afrique, l'Europe et l'Amérique, le Sénégal ayant toujours été le centre pilote.

Dakar, sa capitale, dispose d'un port ainsi que d'un aéroport d'accès international. Le Sénégal bénéficie d'une frange littorale de plus de 700 km qui s'étale de Saint-Louis à la Casamance. L'existence de milliers de mangroves dans le Sine-Saloum ainsi que de son grenier vert que représente la Casamance constituent encore une grande opportunité. La cohabitation entre plusieurs ethnies et religions différentes matérialisée par de récurrentes plaisanteries de cousinage constitue un atout sur le terrain. Sa voix porte et cela peut influencer sur les décisions. Le fait que le président du Sénégal assure la présidence de la CEDEAO et que le pays ait une voix au conseil de sécurité des Nations Unies lui confère une place de choix. Ces postes, bien que temporaires reflètent la position privilégiée du Sénégal considéré comme une "petite grande puissance" à l'état actuel du fait de sa représentativité aux instances décisionnelles internationales. Le Sénégal assure soit la présidence soit la coordination stratégique de divers organes tels le NEPAD, la CEDEAO, l'Organisation internationale de la Francophonie, les chantiers de paix et de sécurité de l'UEMOA, l'Unesco. Ces positions font de lui le porte-parole des pays de la CEDEAO au niveau de ces instances où sa place de choix lui attribue un respect considérable.

6.1. Coopération Sous régionale

La plupart des défis, sinon tous les défis que rencontre le Sénégal, sont communs à l'espace sahélo-saharien car la similitude dans les langues et les cultures crée une continuité en Afrique de l'ouest par rapport aux réalités vécues au niveau de la situation sécuritaire. De ce fait, ce qui se passe au Sénégal se passe en Guinée et va jusqu'au Nigéria. Bien que la coopération sous régionale et régionale soit une initiative à encourager, elle doit surtout aller plus de l'avant et se traduire par des actes concrets et plus visibles.

Elle peut aider à relever les défis mais tout doit commencer au niveau interne par la volonté des dirigeants politiques qui sont au début et à la fin de toutes les décisions à prendre ou faire exécuter.

La création de l'Organisation des travailleurs de l'Afrique de l'ouest (OTAO) permet à ces pays d'échanger des expériences pour faire face aux problèmes liés à l'emploi. Le plaidoyer devrait donc se faire au niveau des États de chaque pays. Malheureusement, les États ne se donnent pas les moyens de la coopération sous régionale. En cas de crise sécuritaire, les pays de l'espace, la majeure partie desquels ont été colonisés par la France attendent d'elle un secours quelconque même pour envoyer des troupes. Les services de renseignement entre États ne sont pas nécessairement fonctionnels.

Au niveau de la CEDEAO, l'on observe une insuffisance malgré les efforts. Les pays de la CEDEAO comptent des espaces de concertation tandis que certains d'entre eux comme le Cameroun partagent des frontières avec l'Afrique centrale considérée le ventre mou de l'Afrique.

Certes, il existe une organisation des chefs des polices, des chefs des gendarmeries africaines et des chefs d'états-majors généraux des armées en Afrique de l'Ouest et sur le continent. Mais dans les faits, la coopération n'est pas assez serrée pour combattre plus efficacement les défis et menaces existants.

6.2. Collaboration bi ou multilatérale

Mme Herut Gebresellassie, Envoyée spéciale des Nations Unies dans le Sahel, tient des discours unificateurs. Bien que le Sénégal ne fasse pas partie du groupe des 5 (ou G5) travaillant dans le cadre de la coopération régionale en matière de politiques de développement que constituent la Mauritanie, le Mali, le Tchad, le Niger et le Burkina Faso, il serait important que ce quota soit ouvert afin que le Sénégal considère d'en faire partie. N'empêche, selon M. Mankeur Ndiaye, ministre des Affaires Etrangères du Sénégal, le pays est le 7^{ème} pourvoyeur de troupes à travers le monde, ce qui lui donne une place de choix dans la collaboration pour les contextes de paix et sécurité.

En fait, les pays qui se sont déjà engagés dans la lutte contre les défis et menaces graves comme Boko Haram par exemple, le font pour tous les États de l'Afrique de l'Ouest. Il convient donc de saluer, dans ce domaine, l'action concertée du Nigéria, du Cameroun, du Tchad et du Niger.

Les partenaires au développement interviennent dans les pays suivant leurs priorités. Or, ces priorités ne cadrent pas toujours avec les besoins des pays en matière de développement.

La multiplicité des acteurs intervenant sur les mêmes problèmes et les programmes est souvent à déplorer car laissant ainsi les partenaires locaux la plupart du temps dans les mêmes difficultés.

Les stratégies des partenaires bi et multilatéraux de la région sahélo-saharienne sont bonnes dans l'ensemble mais, elles doivent toujours se remettre en cause, se réévaluer à chaque fois pour être améliorées. Et, certainement elles prennent en compte les défis réels des pays puisque la coopération avec les partenaires et amis que sont les pays de l'Union européenne, les États-Unis et tous les autres qui sont bien disposés à voir cette coopération multiforme aller de l'avant en est maintenue.

Beaucoup d'efforts ont été faits au niveau sous régional et régional au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO comme le programme régional de conservation des ressources maritimes et côtières mais, malgré tous ces efforts beaucoup de problèmes restent à résoudre. La récente cop21 est une source possible de financement vert pour de nombreux projets et programmes au Sénégal qui touchent en particulier la protection de l'environnement.

Le Sénégal a un besoin pressant de mettre fin au séparatisme casamançais et d'endiguer le radicalisme musulman qui s'active partout en Afrique de l'Ouest, comme ailleurs dans le monde. Certains États voisins peuvent s'en servir comme levier pour faire pression sur les gouvernants. La relation quelques fois conflictuelle entre le Sénégal et la Gambie porte ses conséquences néfastes sur la coopération. S'agissant du radicalisme musulman, tous les pays ont un intérêt commun à le combattre.

Le libre-échange entre les États favorisant un marché commun entrainerait une stabilité et intégration régionale tendant vers le développement. Bien que les États aient les mêmes intérêts, le problème se pose sur les taxes douanières des commerçants, ce qu'il faut revoir entre les États.

Au niveau de l'environnement, les défis de l'érosion côtière sont communs aux pays de l'Afrique occidentale ayant une frontière maritime depuis la Mauritanie jusqu'au Cameroun.

Pour la question du terrorisme les pays sont menacés et aucun pays n'est à l'abri de cette problématique transnationale. Cependant les pays doivent être conscients que pour résoudre cela il ne peut y exister de solution individuelle. Il faudrait plutôt lutter pour régler le problème de manière collective.

VII. RECOMMANDATIONS

Afin de pallier toutes les menaces sécuritaires auxquelles fait face le Sénégal, diverses recommandations ont été relevées selon les thématiques traitées. En effet, il est d'emblée important d'adresser les inégalités et injustices à la base du radicalisme.

En termes de défense, renforcer les moyens des institutions de sécurité, accroître leurs effectifs et améliorer leur professionnalisme. Il est absolument nécessaire de garder un œil sur toute forme de radicalisation qui se développe et lutter contre l'extrémisme religieux en mettant l'accent sur la formation des masses et surtout celle des jeunes et des adultes. Un contrôle plus fréquent au niveau des frontières et des populations susceptibles d'être exposées en mettant l'accent sur le renforcement de la sécurité maritime, le contrôle et la régularisation des armes légères et mieux gérer le trafic humain. La mise en place d'un système efficace de lutte contre la cybercriminalité avec des sanctions rudes et pérennes est aussi une méthode efficace pour contrer le fléau.

Pendant longtemps, la résolution des problèmes de sécurité avait été réservée aux structures étatiques et aux forces de l'ordre. Pour changer ce paradigme, une réforme du secteur de sécurité est indispensable et elle permettrait

d'impliquer la société civile et d'autres acteurs privés dans la lutte contre l'insécurité, la démocratisation de la sécurité étant un facteur clé susceptible d'impliquer tous les acteurs.

En termes de sécurité sociale, mettre en place des programmes et projets prioritaires générateurs d'emplois en particulier pour les jeunes et les femmes. Il faudra également favoriser la transparence dans les processus de recrutement et accorder les mêmes chances aux postulants en évitant le favoritisme. Développer des conditions de travail normales ; renforcer le dialogue social ; la lutte contre la pauvreté et le chômage ; travailler à des politiques efficaces qui ralentiraient l'exode rural.

Dans le contexte de sécurité économique, il serait important de favoriser le développement humain en plus de l'accroissement du PIB comme indicateur de développement. Le contrôle de façon plus rigoureuse des flux de capitaux qui quittent le pays est une nécessité, et inclure la diaspora de façon prééminente dans les politiques de développement et leur donner un rôle prépondérant dans l'accroissement ainsi que la gestion des revenus auxquels ils contribuent de façon considérable. Il est également important de valoriser l'artisanat et le promouvoir pour mettre en exergue les produits nationaux et venir en appui aux petites et moyennes entreprises afin d'accroître leur productivité pour ensuite créer un système économique endogène qui prendrait en compte le secteur informel.

Du côté environnemental : favoriser des politiques de déconcentration en mettant l'accent sur la mise à niveau régional pour une meilleure répartition de la population au sein de l'espace territorial. 0,5% représente la superficie de Dakar mais, abrite un quart de la superficie du Sénégal. La norme mondiale sur la qualité de vie recommande 8 mètres carré d'espace vert par habitant mais, à Dakar, le calcul a donné 0,6 mètre carré par habitant. Il faudrait donc une très bonne promotion du développement territorial en promouvant une décentralisation des industries, universités, entreprises dans toutes les régions du pays pour éviter la discrimination et ne pas tout concentrer à Dakar. Cela permettrait à tout Sénégalais où qu'il puisse être de revendiquer sa citoyenneté.

Il faudra également éviter le gaspillage et favoriser l'économie d'énergie. Favoriser le reboisement avec des espèces adaptées aux conditions climatiques partout dans le pays et dans la sous-région ; privilégier les transports collectifs tels le train et les bus au détriment des transports individuels ; encourager le recyclage de tout produit y compris des appareils électroniques ; conseiller des techniques comme le compostage et l'utilisation de récipients ou paniers pour faire des emplettes.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire : travailler à l'offensive pour l'autosuffisance en riz est une priorité tout en prenant en compte une politique d'auto-suffisance alimentaire dans sa globalité. Les cantines scolaires doivent être remises aux normes pour la valorisation des produits locaux transformés par les femmes comme le araw, le sankhale, le thiacy²¹, la pâte d'arachide et les fruits et légumes pour des jus naturels locaux sans produits chimiques, de même que la valorisation des cultures vivrières. La réduction de la pénalité liée à la commercialisation des produits locaux aiderait grandement à booster l'économie et à améliorer l'autonomisation économique des populations en général et celle des femmes en particulier qui sont pour la plupart impliquées dans l'industrie de transformation des produits locaux.

La remise en question des habitudes alimentaires afin que les populations s'adaptent aux produits locaux est à encourager tout en privilégiant la consommation des produits locaux en limitant au strict minimum l'importation des denrées alimentaires. Des organisations comme l'AFAO encouragent à travers les 21 types de produits de son unité de production basée à Gorom et les résultats du centre de formation et d'incubation des femmes, à faire de l'alimentation des enfants scolarisés une priorité nationale, notamment en zone rurale et péri-urbaine. Le riz, le maïs, le couscous, le fondé, le lakhousow et le lakhoubissap, peuvent valablement aider le Sénégal et les pays ayant des similitudes alimentaires comme la Gambie, la Guinée Bissau, le Mali, la Guinée à améliorer la situation de la balance de paiement toujours déficitaire à cause de l'importation du riz, du lait et du blé.

La demande alimentaire devrait doubler d'ici 2020. Dans la déclaration de Maputo de l'Union africaine (2003), les pays africains ont pris l'engagement de consacrer 10% de leur budget annuel à l'agriculture. Il convient d'accroître la productivité tout en réduisant les pertes d'aliments ainsi que le gaspillage de nourriture. De plus, considérant qu'environ deux tiers de la main d'œuvre africaine sont engagés dans l'agriculture, la réalisation d'une consommation ainsi que d'une production agricole durable permettrait l'accroissement des revenus, l'amélioration de la nutrition, l'adaptation aux changements climatiques.

L'accès à la terre et aux intrants est une nécessité tandis que la multiplication des plateformes de transformation des produits et de la chaîne de valeur agricole devrait aider à rehausser la production alimentaire du Sénégal. Bien que l'Afrique soit très étendue, le continent est confronté à un problème non négligeable en ce qui concerne la gestion de ses terres et ressources pour la réalisation de multiples objectifs.

La sécurité alimentaire ainsi que l'approvisionnement en eau de conservation de la biodiversité de moyens d'existence durable sont des défis importants car le continent est dans une atmosphère marquée par une pression démographique de plus en plus forte.

²¹Céréales locales

La sécurité sanitaire n'est pas en reste. Il serait important dans ce contexte de raffermir le système sanitaire en le dotant de matériels consommables adéquats ainsi que d'un personnel suffisant avec une compétence reconnue ; régulariser le système de gestion d'eau-hygiène-assainissement puis renforcer le système de surveillance des frontières et des communautés. L'accès aux soins de santé primaire et le relèvement du plateau médical sont des priorités à prendre en compte.

Dans l'espace politique, il est impératif de revoir les conditions d'éligibilité et de financement des partis politiques afin de diminuer la probabilité de leur prolifération et mesurer leur crédibilité. Le Sénégal étant connu pour sa démocratie, les partis devraient harmoniser leurs notions de démocratie pour éviter des malentendus dans leur interprétation de leurs droits et devoirs. Impliquer les partis politiques dans l'information de leurs partisans afin qu'ils soient mieux outillés sur les violences électorales et contribuent à leur prévention est également un axe à prendre en compte ; découper les territoires sur la base des avantages socio-économiques et ne pas se baser sur des intérêts purement politiques. La sensibilisation devrait se faire de façon effective afin d'inciter les populations à voter en masse lors du référendum du 20 mars 2016 portant sur la réduction du mandat du président de la République afin que leur voix soit entendue.

Au niveau sous régional, la mise en place d'une plateforme d'action et de réflexions sur les différents problèmes des pays du sahel est une réalité à prendre en considération, qui engloberait un cadre de concertation, tandis que des programmes communs pour une meilleure prise en charge des défis devraient être mis en place. La coopération étant de rigueur, il est important d'échanger les renseignements, les expériences, mutualiser les moyens pour permettre la traduction rapide des décisions politiques prises au niveau sous régional, régional et international par les acteurs les plus concernés dans l'immédiat ainsi que tous ceux qui contribuent à leur mise en œuvre. Les politiques ne devraient plus se contenter de décider par et pour elles-mêmes, mais plutôt prendre en compte les intérêts de tous.

Le développement de l'éducation en Afrique est une priorité tandis que le panafricanisme et l'unité de l'espace régional puis celle de l'Afrique entière sont une étape incontournable pour l'atteinte d'une sécurité holistique, durable et pérenne.

Le Professeur Joseph Ki-Zerbo proclamait "l'on ne cherche pas le développement, l'on se développe". Cette notion "d'auto-développement" nécessite que le Sénégal mette en place un mécanisme qui lui est propre pour l'atteinte de ses objectifs de développement humain. Cela contribuerait à diminuer l'insécurité sur le plan national et sous régional. Cette notion d'auto-développement fait appel à des recommandations transversales qui touchent à toutes les thématiques traitées. Le concept de décideurs contre guide chez les dirigeants africains semble assez important à mettre en exergue. Selon le Professeur Samba Buri Mboup, les dirigeants africains devraient chercher à être des guides exemplaires au lieu de demeurer des décideurs qui prennent le plus souvent des décisions et font exécuter des ordres ; toujours selon lui, les dirigeants devraient être amenés à inspirer les peuples et en œuvre des politiques de transformation sociétale afin de créer de véritables changements positifs. La transformation sociétale ramènerait les valeurs africaines, à l'image de la philosophie Ubuntu "je suis parce que nous sommes" au-devant de la scène avec la restauration de l'autorité et du prestige de l'enseignant ainsi que de l'importance qui donne à la famille une fondation. L'éducation et la sensibilisation des populations sur les comportements responsables et citoyens est une priorité. Il faudra également créer des centres de déradicalisation et s'inspirer de meilleures pratiques comme celles de l'Angleterre et Scotland Yard où l'Anglais a été éduqué pour avoir le réflexe de rendre compte pour relever une information sur un téléphone vert quand une anomalie est notée et surtout dans le contexte environnemental informer le citoyen sur la nécessité de disposer des poubelles pour se débarrasser des ordures.

Il est également important de ramener les jeunes aux notions de civisme et d'engagement citoyen car la sécurité humaine devrait être adressée de façon sérieuse avec la restauration de la confiance, de l'État de droit, d'une bonne vision politique et de l'application des résolutions prises. Pour ce faire, le renforcement de capacité de tous les acteurs est une nécessité autant au niveau des forces de l'ordre qu'au sein de la société civile sur le plan de la sécurité personnelle. Tout renforcement de capacité des parties prenantes ainsi que la disponibilité des ressources mises à leur disposition permettraient aux acteurs d'être performants. L'implication des intellectuels, des autorités politiques, religieuses, sociales et sportives est également incontournable afin qu'elles soient davantage engagées dans les discussions et la mise en œuvre des programmes. La diaspora ne saurait être en reste car jouant un rôle incontournable. La promotion de la recherche et de l'innovation pour l'utilisation de ressources exclusives de marque est une nécessité afin de faire face à l'insécurité et mettre en place des mécanismes préventifs performants.

Les 12 recommandations phares :

- Faire le suivi de toute forme de radicalisation qui se développe et lutter contre l'extrémisme religieux ;
- Promouvoir la bonne gouvernance et une meilleure prise en compte des besoins des populations ;
- Renforcer les moyens des institutions de sécurité, accroître leurs effectifs et améliorer leur professionnalisme ;
- Mettre un accent sur le contrôle et la régularisation des armes légères et mieux gérer le trafic humain ;
- Mettre en place un système efficace de lutte contre la cybercriminalité et l'insécurité maritime avec des sanctions rudes et pérennes ;
- Renforcer les mécanismes préventifs ;

- Mettre en œuvre une réforme du secteur de sécurité en impliquant la société civile et d'autres acteurs privés dans la lutte contre l'insécurité ;
- Mettre en place des programmes et projets prioritaires générateurs d'emplois en particulier pour les jeunes et les femmes ;
- Adresser l'auto-suffisance alimentaire dans sa globalité en prenant en compte les mécanismes de protection de l'environnement ;
- Promouvoir le partenariat bi et multilatéral ;
- Renforcer les cadres de concertation et favoriser des échanges réguliers entre les pays du Sahel pour la mutualisation des efforts ;
- Mettre l'accent sur la formation et la sensibilisation des masses, surtout celle des jeunes et des adultes.

VIII. CONCLUSION

Nommé "petite super puissance", le Sénégal est un pays dont la position géographique ainsi que ses rôles dans les instances sous régionales, régionales et internationales lui confèrent une place importante dans la lutte contre l'insécurité. L'enjeu sécuritaire au niveau du pays est énorme et mérite une attention par toutes les parties prenantes y compris l'État. Il devrait être pris en compte de façon holistique en y incluant des volets transversaux.

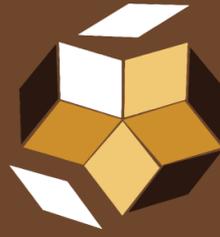
Le Sénégal, dans sa lutte structurelle contre l'insécurité humaine, ne devrait en aucun cas omettre de protéger ses frontières. Il devrait pour cela se doter de mécanismes de prévention efficaces qui prennent en compte une étude des meilleures pratiques et des leçons apprises adaptées à son contexte. Cette stratégie nécessite une bonne compréhension de l'ensemble des phénomènes d'insécurité ainsi que des moyens de les mitiger. Il faudrait également une attention accrue à la menace pour laquelle un système d'analyse et de suivi efficace devrait être mis en place tout en mutualisant les forces ainsi que les expériences au niveau sous régional, régional et international avec le renforcement de la coopération bi et multilatérale.

Comme l'a spécifié le Général Mamadou Mansour Seck, "La monotonie et la routine tuent la vigilance. Or la surprise est la plus grande menace et elle frappe là où on l'attend le moins".

Si une série de recommandations a été soulevée lors de cette étude, il est probable que celle qui a été le plus mise en exergue est la bonne gouvernance des biens par l'État ainsi qu'une meilleure prise en compte des besoins des populations.

Il est aussi intéressant de noter qu'à travers l'étude, seule une personne ne vivant pas dans la région casamançaise a soulevé le conflit qui sévit dans la partie sud du pays depuis plus de 33 ans comme un enjeu sécuritaire primordial. Il semble donc que la majeure partie des individus interviewés sont préoccupés par l'importation du terrorisme comme source majeure d'insécurité personnelle.

Par conséquent, le problème du terrorisme devrait figurer parmi les priorités de l'État.



DIALOGUES

SECURITAIRES
DANS L'ESPACE
SAHELO - SAHARIEN

Biographie de l'auteur

Wore NDIAYE est consultante indépendante sur les questions de paix et de sécurité en Afrique. Elle est, par ailleurs, experte sur les problématiques du genre et de la consolidation de la paix dans le Sahel et dans la région des Grands Lacs.

Résumé

Les études-pays ont mis en relief notamment la question clé de l'Etat et de sa gouvernance au sein de l'espace sahélo-saharien. Ses relations avec les populations se révèlent être un enjeu crucial quand on sait que les revendications identitaires des minorités peuvent déstabiliser toute une région. Les problématiques de l'extrémisme violent et de la criminalité transfrontalières, entre autres, ont été également soulignées.

Mentions Légales

© Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Bamako, 2016
Responsable : Jan Henrik Fahlbusch,
Représentant Résident
Comité de rédaction : Countel Kanne, Jan Henrik
Fahlbusch

Adresse

Friedrich-Ebert-Stiftung
Badalabougou Est
BP. 428 Bamako - Mali
Tél. : +223-20 22 44 24 • Fax +223-20 22 91 13
Email : info@fes-mali.org
Site web : www.fes-mali.org